

Didier Vrancken

Assister n'est pas assurer

Les enjeux d'une mutation anthropologique au cœur
des politiques sociales

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Didier Vrancken, « Assister n'est pas assurer », *SociologieS* [En ligne], Débats, Figures contemporaines de l'État social, mis en ligne le 27 décembre 2010. URL : <http://sociologies.revues.org/index3395.html>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Association internationales des sociologues de langue française (AISLF)

<http://sociologies.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://sociologies.revues.org/index3395.html>

Document généré automatiquement le 01 janvier 2011.

Didier Vrancken

Assister n'est pas assurer

Les enjeux d'une mutation anthropologique au cœur des politiques sociales

- 1 Une récente réédition de l'un de ses ouvrages aux Presses Académiques de Fribourg offre à Michel Messu (2009) l'opportunité de revenir sur l'enquête qu'il avait menée au cours des années 1980 auprès des assistés sociaux (Messu, 1991), tout en nous gratifiant d'une édition revue et augmentée. Outre l'analyse identitaire qu'il avait alors menée sur le groupe social des assistés sociaux, cet ouvrage se prolonge par toute une réflexion originale sur les évolutions de la protection sociale actuellement en cours dans cette France du XXI^e siècle. Sans trahir la pensée de l'auteur, on pourrait résumer ainsi le cœur de sa thèse : la protection sociale aurait fortement évolué et se présenterait désormais sous le visage d'une d'assurance d'assistance, garantissant à chaque citoyen une protection qu'il recevra tantôt sous forme d'assurance, tantôt sous forme d'assistance, souvent dans une combinatoire des deux.
- 2 Il s'agit là d'une thèse forte, percutante qui ne laisse pas indifférent et présente ce grand mérite d'attirer notre attention sur les mouvements considérables d'inflexion qu'ont connus les politiques sociales au cours de ces dernières décennies. Si elle permet d'insister sur les glissements de registre, voire de régime d'une protection sociale devenant de plus en plus une protection par intervention sur autrui, elle nous semble néanmoins pêcher par un excès de banalisation du phénomène. Au fond, assurance et assistance s'articuleraient désormais dans une nouvelle combinatoire, parce que tel était bien leur destin, n'en déplaise à la théorie sociale bien trop pressée de faire l'hagiographie d'un social arcbuté au récit du salariat et d'une protection sociale conçue essentiellement à partir des assurances sociales !
- 3 Qu'il y ait aujourd'hui superposition, voire confusion des régimes, entre assurance et assistance, voilà un constat bien établi dans de nombreux pays européens par les analystes des politiques sociales, constat sur lequel nous allons revenir. Mais de là à introduire, comme le fait l'auteur, une quasi-naturalisation du lien entre assurance et assistance, il y a un pas que nous ne franchirons pas, rappelant combien fondamentalement, assister n'est pas assurer, même si aujourd'hui les politiques sociales contemporaines se caractérisent de plus en plus par un brouillage des repères d'antan. Aussi, malgré les meilleures intentions du monde pour impliquer les personnes dans leur propre prise en charge, la protection sociale peut-elle devenir très paradoxale quand elle se pare des atours d'une assurance d'assistance.
- 4 Nous appuyant sur nos propres analyses, nous proposerons une vision assez différente de la protection afin d'alimenter le débat.

Une mutation anthropologique

- 5 On peut formuler une première série d'objections obéissant à de profondes raisons anthropologiques dont il faut prendre la mesure. Rappelons que l'étude menée par Michel Messu au cours des années 1980 s'appuie sur une approche compréhensive judicieuse de l'identité des assistés, approche théorique très bien maîtrisée à partir des outils théoriques de l'époque mais toutefois menée dans le cadre d'une anthropologie située sur laquelle nous souhaiterions insister. Il s'agit d'une anthropologie que l'on pourrait qualifier de dichotomique ou discontinuiste, dépeignant un assisté capable de s'en sortir, de se reconstruire une identité, hésitant entre identité positive et identité négative et ce, à une époque où l'on est soit assisté, soit intégré au monde du travail mais jamais l'un et l'autre. Époque où, nous semble-t-il, le social d'alors est constamment balancé entre politiques d'assistance sociale, d'une part, et politiques d'assurance sociale, d'autre part, deux grandes catégories distinctes. La première portant sur les déshérités, les pauvres situés en dehors du rapport salarial ; la seconde relevant

de la protection sociale assurée par les revenus du travail. Ainsi que le rappellent Jacques Donzelot ou Dominique Schnapper, ce social-là s'est déployé à partir des écarts sociaux faisant littéralement intrusion dans l'ordre libéral. Ordre interpellé à partir du moment où était posée la question des inégalités entre riches et pauvres, question renvoyant à celle du décalage entre liberté réelle et liberté formelle (Schnapper, 2002) ou, pour paraphraser Jacques Donzelot, entre le fondement des droits politiques et les conditions de la vie sociale effective (Donzelot, 1994).

6 Si Michel Messu conteste le caractère quasi absolu de cette dichotomie entre politiques d'assistance et politiques d'assurance, il faut toutefois relever combien l'analyse identitaire qu'il propose des assistés au cours des années 1980 plonge profondément ses racines dans ce contexte discontinuiste des politiques sociales, s'adressant à des sujets saisis de manière essentiellement partagée, dichotomique. Or, cette remise en cause d'une dichotomie assurance-assistance au profit d'une vision conjonctive d'une « assurance d'assistance », ne voit pas ses travaux s'accompagner d'une reformulation en conséquence de son approche identitaire. Si l'on examine les hypothèses formulées par Jean-Louis Genard à partir du champ de la santé mentale, on peut retenir qu'une mutation anthropologique a, dès le XVIII^{ème} siècle, peu à peu opéré et s'est progressivement accompagnée d'une évolution voyant le passage d'une vision anthropologique disjonctive (on était soit responsable, soit irresponsable mais pas l'un et l'autre) consacrant un partage des êtres entre, d'une part, ceux dotés de capacités d'autonomie et, d'autre part, ceux réputés incapables, déraisonnables ou fous, à une vision conjonctive autorisant la relativisation, les états limites (on peut être l'un et l'autre) (Genard, 2007 et 2009). Dans le même ordre d'idées, en étendant cette dynamique de production normative du sujet aux dispositifs d'aide et d'intervention sociales, on peut postuler que l'on serait passé d'une vision consacrant une séparation nette entre personnes intégrées et personnes assistées (on était, par appartenance catégorielle, ou travailleur ou pauvre mais pas l'un et l'autre) à une vision conjonctive confondant les pauvres et les travailleurs, allant même parfois jusqu'à les assimiler totalement ou partiellement (les *working poors*). L'anthropologie disjonctive se traduisait, au niveau de la guérison, par la volonté de transition, de choc, de rupture, de passage d'un état pathologique à un état normal. Ce passage ne pouvait se faire que de manière nette et parfois brutale, par changement d'état ou de catégorie. Au niveau des politiques sociales, s'en sortir était synonyme de passage d'un état de dépendance ou d'assistance au statut de travailleur naviguant désormais dans les eaux de l'assurance et de la protection sociales grâce à l'accès à de l'emploi ou à des revenus de substitution. Le changement social était synonyme d'arrachement, de changement catégoriel, de passage d'une condition ou d'un statut à l'autre. L'hypothèse proposée par Jean-Louis Genard soutiendrait que le contexte actuel nous verrait davantage passer à une anthropologie conjonctive autorisant la relativisation, l'entre-deux, les états limites, les états de *border line*. Serait illustratif de cette évolution l'engouement pour des thèmes tels que la vulnérabilité (vulnérable, on le serait tous et en permanence), le trouble, la souffrance, la résilience. Autant de vocables exprimant combien on peut continuer à vivre avec et malgré ses traumatismes et ses problèmes sociaux. Vivre, en quelque sorte, par « devers soi » (Gauchet, 1998).

7 Au partage net des êtres aurait progressivement succédé une anthropologie continuiste ou conjonctive. En d'autres termes, à des identités disjonctives auraient succédé des identités conjonctives dont on ne trouve pas trace dans les travaux de Michel Messu, alors que, pour leur part, les dispositifs ont connu de singuliers mouvements d'inflexion, voyant les politiques d'assurance et d'assistance se confondre autour des impératifs actuels d'activation des dispositifs, des dépenses publiques et des usagers. Pourtant, les identités modernes et disjonctives analysées par Michel Messu au cours des années 1980 nous semblent plutôt en phase avec une époque qui opérait une distinction nette entre assurance et assistance, entre travailleur et personne assistée ! On pourrait certes invoquer un décalage entre les

représentations sociales des personnes assistées et l'évolution contemporaine des dispositifs. Après tout, ceux que l'on qualifie désormais d'« usagers » des services sociaux continueraient bien à évoluer entre les figures identitaires de l'assisté honteux, de l'ayant droit et de l'assisté scrupuleux. Si on tire les enseignements de l'étude de Michel Messu et que l'on tente de les appliquer aux pratiques contemporaines des usagers (Vrancken, 2010b), on peut en déduire que la palette des stratégies déployées s'est toutefois étoffée. Au-delà des stratégies de sujétion, d'entretien de la dépendance et d'attente (Messu 2009 ; Messu 1991), on découvre que derrière le caractère uniformisant du vocable « usager » se cache aujourd'hui une grande variété de comportements sociaux allant de l'acceptation passive de l'intervention à la fuite, en passant par la ruse, les arrangements, les accommodements, les concessions et acquiescements apparents, le maintien de zones de liberté. Ces stratégies comportementales qui se sont sans doute modifiées, voire développées depuis lors, illustrent bien l'idée que le vocable « usager » est abstrait. Celui-ci est une figure du discours, difficile à convoquer concrètement et à faire participer. Une figure de moins en moins facile à identifier, à saisir à travers le jeu des représentations et des catégories identificatoires. L'usager n'est pas une figure bien « tranchée » – et en ce sens disjonctive – que l'on peut extraire d'un état de dépendance mais une figure ouverte, malléable, « flexible » pour reprendre un terme en vogue. Sans remettre en cause l'idée de Michel Messu suivant laquelle « l'enjeu identitaire ne s'est pas effacé » (p. 251), il nous semble que celui-ci s'est néanmoins déplacé. Il s'agit désormais moins, pour les dispositifs sociaux, de produire de l'identité du travailleur ou de l'assisté que de produire du sujet dont on attend moins une conformation identitaire qu'une conformation d'implication, d'engagement au cœur même des dispositifs (Cantelli & Genard, 2007). Ce sujet est très différent du sujet de l'assujettissement. Il est sans cesse amené à faire retour sur lui-même et sur son identité pour se remettre en question, agir, mobiliser ses capacités, trouver en lui-même les réponses adaptées aux situations rencontrées. Il se retrouve continuellement appelé à demeurer vigilant pour se mobiliser en situation, à prendre de l'ampleur et en ce sens, à devenir sujet par amplification de soi.

- 8 Au bout du compte, ces nouveaux dispositifs nous laissent avec l'image d'un sujet devant s'impliquer davantage, certes, mais un sujet plus fragile, sujet qu'il ne suffit plus de protéger ou de défendre (importance des lois de défense sociale en Belgique) mais d'équiper pour faire face aux aléas de la vie. Un sujet « intranquille », sensibilisé aux risques de l'existence.

Les avatars de la protection

- 9 Comme nous l'avons développé dans *Le Nouvel Ordre protectionnel* (Vrancken, 2010a), cette mutation anthropologique a accompagné l'avènement d'une gouvernamentalité néolibérale de nos conduites. Celle-ci a consacré l'émergence d'un nouveau régime de sécurité caractérisé par une levée partielle des protections, le nouvel ordre libéral rompant ainsi avec les mécanismes de souveraineté et de protection extérieure assurés à la population. Avec le néolibéralisme, les individus doivent désormais apprendre à devenir des entrepreneurs d'eux-mêmes, à étendre la forme « entreprise » au sein de l'ensemble du corps social. Mais au-delà, et consécutivement, ils doivent apprendre à « vivre dangereusement », à se retrouver en perpétuelle situation de danger, « à éprouver leur situation, leur vie, leur présent, leur avenir comme étant porteurs de danger » (Foucault, 2004). À suivre Michel Foucault, il ne peut y avoir de libéralisme sans une culture politique du risque, sans individus gestionnaires des menaces qui pèsent sur leurs existences. Société du risque et société libérale sont intimement liées tant les individus sont de plus en plus appelés à se gouverner par le risque, à se prémunir contre la maladie, la mort, la vieillesse, le chômage, le crime, le stress, les ruptures conjugales et toutes ces catastrophes ordinaires qui émaillent les parcours de vie.
- 10 On comprend dès lors mieux pourquoi, dans nos sociétés modernes, être protégé signifie également – assez paradoxalement – être menacé. Les sociétés libérales recherchent les

vertus d'une anthropologie moderne conjonctive. Elles promeuvent à la fois l'individu et la liberté en tant que valeurs cardinales et semblent encourager, dans le même temps, sa propre vulnérabilité. En gouvernant par le risque, en permettant à l'individu moderne de se penser et de se vivre en tant qu'un entrepreneur de ses conduites, toujours capable de s'en sortir, elles le confrontent paradoxalement au risque. Cependant, tout en cultivant ce goût prononcé pour la sécurisation et en véhiculant à la fois une véritable aversion du risque, elles s'avèrent en peine pour doter cet individu de moyens durables et consistants afin d'assurer sa protection face à des risques apparaissant de moins en moins substantiels et objectivables. Le développement du libéralisme s'accompagne ainsi d'un affaiblissement du rôle de l'État et ce retrait apparent¹ face au marché va de pair avec une extension considérable des technologies sociales de la société libérale pour tenter de produire un individu libre, engagé, capable d'intervenir sur lui-même (Vrancken & Macquet, 2006).

- 11 Tout en plaçant davantage le *focus* sur la question du gouvernement des conduites que sur celle de la raison d'État, on se soucierait désormais plus des modalités de gouvernement des populations que des populations elles-mêmes, tout en mettant en scène des individus responsables et auto-gouvernables, tenus de s'ajuster les uns aux autres. On s'inquiéterait, en somme, moins de populations saisies à travers le jeu des catégorisations et des identifications différenciées que des formes mêmes de l'exercice du pouvoir et du gouvernement des conduites, formes appelant davantage des politiques incitatives du sujet. Comme l'observent Fabrizio Cantelli et Jean-Louis Genard, ce « travail renforcé de subjectivation » porte moins « sur des conformités identitaires que sur des modèles de subjectivation où l'exigence d'autonomie et de prise en charge de soi s'accommode de cette flexibilisation des identités, bref sur un conformisme des capacités subjectives plus que sur un conformisme moral » (Cantelli & Genard, 2007, p. 26). L'extension de ces formes de gouvernement des conduites laisseraient entrevoir un individu protégé par des dispositifs mais appelé à se gouverner par la peur, à devenir prévoyant pour se couvrir contre la maladie, contre le chômage et le risque en général.
- 12 Mais le risque en question ici serait « procéduralisable », passant notamment par une mise à l'épreuve continue des personnes, ce qui ne va pas sans rapports de force. Pour cette gestion des risques, l'individu serait accompagné par de nouvelles politiques publiques destinées à le mettre à l'épreuve et à l'aider dans le plein déploiement de lui-même. Ainsi le risque serait-il devenu la modalité dominante du danger, son expression la plus courante laissant transparaître un individu inquiet.
- 13 Pourtant, à l'heure où l'État se pense moins en termes de puissance que de services, d'action publique, de dispositifs d'accompagnement et d'intervention sur autrui, à l'heure où les victimes et les figures de la vulnérabilité remplacent les héros fatigués de la Raison historique et de la croissance industrielle, les voies de la protection semblent emprunter des chemins inédits, plus difficilement déchiffrables. La vulnérabilité tend à se substituer à la puissance, la sollicitude à la protection. L'intervention sur autrui devient précisément un espace de déploiement d'une nouvelle attention publique désormais investie d'une mission de bienveillance pour accompagner les personnes dans la maîtrise de leur destin et attiser leur vigilance face aux dangers et pour les rendre aptes à se mouvoir, à trouver des réponses aux problèmes posés. Il n'en demeure pas moins que nous ne sommes plus là dans le domaine de la protection – qui est aussi celui de l'affirmation d'une puissance tutorale – mais dans celui de l'attention portée à autrui. Assister les personnes, intervenir auprès d'elles tout en misant sur leur volonté d'implication est une chose. Les protéger en est une autre.

Social barbare : entre intégration et intermédiation

- 14 S'agissant de l'existence d'une assurance d'assistance, on a effectivement observé, au cours de ces dernières années, à propos des politiques européennes de l'emploi, un enchevêtrement

des catégories de l'action publique. On a ainsi assisté à une véritable remise en question de la pertinence des catégories de l'emploi et du chômage avec, pour toile de fond, une interpénétration croissante entre politiques assurantielles et politiques assistancielles, alors qu'en principe, elles avaient jusque-là été bien distinctes : un chômeur n'était pas un indigent. Il était une personne certes en difficulté mais néanmoins disponible pour le marché du travail. Aussi, en privilégiant des politiques d'emploi et d'insertion, en intervenant au plus près des personnes, a-t-on contribué à poser ou à re-poser le traitement de la question sociale dans la sphère de l'aide et de l'assistance aux personnes, à savoir : à traiter de l'intégration et du problème du travail dans des sphères où en principe, à l'origine, ceux-ci ne se posaient pas en priorité. Les politiques d'activation soulèvent aujourd'hui la question du travail mais tel qu'il est régulé dans la sphère de l'assistance ou plus généralement, dans la sphère de l'aide et de l'intervention sur autrui. En clair, elles déplacent les termes d'une interrogation là où elles ne se posaient guère auparavant : au sein d'institutions ou de dispositifs portant sur des publics traditionnellement définis par leur non-disponibilité pour le marché du travail.

15 Sans aller jusqu'à invoquer, comme le fait Michel Messu, l'existence d'une protection de troisième type appuyée sur l'assurance d'assistance, on peut effectivement retenir qu'une perméabilité des frontières s'est clairement installée alors que les deux régimes étaient très nettement distincts. Ainsi l'assurance sociale reposait-elle à l'origine sur des transferts contributifs (revenus versés aux cotisants ou à leurs ayants-droit) visant à garantir le maintien d'un revenu lors d'une interruption d'emploi ou, plus généralement, d'une perte de salaire. Elle ne visait pas l'indigence mais devait assurer la continuité d'un niveau de vie. De son côté, l'assistance sociale était non contributive et particulariste tant elle s'adressait à des populations spécifiques. Elle s'appuyait sur des transferts sélectifs, effectués sous condition de ressources et donc largement conditionnels. Elle portait sur les personnes les plus faibles. On assiste ainsi à une reconfiguration des frontières du social où le social indemnisateur et protectionnel se voit saisi de nouvelles attentes et missions de plus en plus singulières et particularistes. Un social puisant largement son inspiration aux sources du travail social et du *casework*. Un social qui se « travaille », se met en action par l'intermédiaire d'intervenants rompus aux techniques relationnelles et aux conduites d'entretien. Ce nouveau social ne trouve pas seulement sa raison d'être dans une nouvelle combinatoire entre assurance et assistance car, d'un point de vue sociologique, nous n'avons plus du tout affaire aux mêmes acteurs, ni aux mêmes enjeux, ni aux mêmes modes de régulation. Un social devenu en somme « barbare » (Vrancken, 2010b) car étranger à lui-même, différent de celui jusqu'alors connu.

16 Pour tenter de saisir les mouvements d'inflexion en cours, on retiendra, à un premier niveau, que les enjeux sociaux autour desquels se déploient désormais les politiques sociales ont singulièrement évolué. Si dans une première configuration – que nous qualifierons de *social d'intégration* – l'enjeu se situe bien autour de l'intégration du plus grand nombre au sein de la société et de la protection sociale, celui-ci s'est sensiblement déplacé. Une seconde configuration – le *social d'intermédiation* – se cristallise autour de l'enjeu de l'implication de l'usager, de sa participation active aux dispositifs d'aide et d'intervention ainsi qu'à la vie citoyenne de tous les jours. Les acteurs mis en scène autour de ces enjeux au sein des deux configurations sont également différents. À tout le moins, ils n'évoluent pas de la même manière. Les acteurs sociaux pertinents d'un *social d'intégration* sont les « grands » acteurs traditionnels de la négociation sociale et du modèle social corporatiste (partenaires sociaux, responsables politiques, administratifs et représentants des associations professionnelles), tandis que ceux d'un *social d'intermédiation* sont davantage territorialisés. Ces derniers peuvent certes appartenir au monde syndical, entrepreneurial, administratif, politique, associatif ou professionnel mais ils sont désormais engagés sur des enjeux plus régionaux, voire locaux. En outre, les intervenants sociaux occupent une place centrale dans le traitement de la question sociale pour mettre l'État social en action. À enjeux et acteurs

différents correspondent des espaces de régulation différents. L'espace du *social d'intégration* recouvre ainsi celui de l'État-nation tandis que celui du *social d'intermédiation* est davantage local. Au niveau de la régulation des modèles, retenons que la négociation sociale caractérise le premier type, pour réguler les conflits sociaux, économiques et politiques entre partenaires sociaux. Le second met davantage en exergue une gouvernabilité ancrée sur la formation, la médiation et l'intervention. Elle accorde une place importante à la circulation de la parole, au travail sur Soi (Vrancken & Macquet, 2006). À la lecture de cette seconde formule, on comprend toute la pertinence du travail social et plus généralement de l'intervention dans l'aide aux problèmes concrets et à la gestion de conflits de plus en plus vécus sur le mode interpersonnel. Pour se mettre en place, être effectifs et contrôlés, ces modes de régulation s'appuient sur des techniques. Le *social d'intégration* a ainsi largement reposé sur la technique assurantielle permettant le calcul des risques et des indemnités à percevoir de manière objective. Aujourd'hui, on assisterait à la montée d'une nouvelle ou plutôt de nouvelles techniques autour de l'évaluation des réponses apportées, des procédures et des compétences mobilisées. Très diverses, relevant d'une multiplicité de formes et de procédures, les techniques d'évaluation mobilisent des outils, des méthodes, des « grilles » d'évaluation et le recours à toute une expertise. Elles sont de véritables outils de gouvernance – et donc de contrôle – des institutions et des services publics. Enfin, l'un et l'autre type pourraient s'inscrire dans des configurations politiques et étatiques spécifiques. La première relèverait de l'État social, la seconde de l'État social actif. La première mise sur une protection sociale garantie par le salariat et les revenus de transfert. La seconde se cherche d'autres partenaires, d'autres moyens financiers, au prix d'une remise en cause de la formule providentielle de la première.

<i>Types de politiques sociales</i>	<i>Enjeux</i>	<i>Acteurs pertinents</i>	<i>Espaces de régulation</i>	<i>Mode de régulation</i>	<i>Technique de gouvernabilité</i>	<i>État</i>
Social d'intégration	Intégration	Partenaires sociaux, représentants politiques, administratifs, professionnels	National	Négociation sociale	L'assurance, le calcul indemnitaire	État social
Social d'intermédiation	Implication, Intermédiation	Les mêmes + intervenants sociaux	Territoires pertinents (local)	Formation, intervention, médiation, travail sur Soi	L'évaluation	État social actif

Les « trous » de la protection sociale

- 17 Difficile, dès lors, de croire qu'un nouveau régime de protection sociale se redéploie aussi facilement sous l'égide d'une assurance d'assistance qui tente de traiter de l'intégration et du problème du travail dans des sphères où en principe, à l'origine, de telles questions ne se posaient guère en priorité. Certes, « le rôle et la place de l'État [...] n'ont cessé de s'étendre » (Messu, 2009, p. 272) malgré un amoindrissement apparent du rôle de l'État face aux avancées du marché. En outre, la crise financière de l'automne 2008 a consacré l'avènement d'une nouvelle phase du capitalisme. L'économie de marché ne semble pouvoir fonctionner sans des gouvernements politiques actifs, plus intervenants, attentifs à la gestion des cycles économiques. Mais l'État n'en devient pas pour la cause plus fort, plus protecteur, plus garant d'une assurance d'assistance pour tous. Son intervention voit l'application du principe de conditionnalité s'étendre, tant il semble faire plus appel à la bienveillance, à la sollicitude publique, à l'engagement qu'à la protection de tous et toutes. On perçoit bien que l'enjeu d'une telle proposition soit d'opérer, dans un même mouvement, un triple glissement : glissement politique (faire glisser la charge de la garantie de la protection des partenaires

sociaux vers l'État et les agents de l'action publique), glissement financier (des revenus du travail vers l'impôt), glissement juridique (du travailleur vers le citoyen). Si les glissements juridique et politique n'apparaissent guère aisément envisageables sans remettre en cause, comme nous le venons de le voir, de profondes dynamiques de régulation de l'ensemble, que dire des modes mêmes de financement ? Comment un État en crise va-t-il pouvoir financer la protection du citoyen si ce n'est en faisant un appel croissant aux forces du marché, en cherchant à responsabiliser juridiquement et financièrement les individus et de là, en privatisant les institutions, les services publics et la sécurité sociale, en recourant au développement d'assurances privées et au ciblage de protections auprès des personnes les plus démunies ? Toute forme de protection sociale a un coût économique, politique et social que les européens ont choisi d'assumer aux différentes périodes de leur histoire en recourant à différentes formules, toutes aujourd'hui en plein questionnement. On ne sort pas de cet épineux débat sur le financement des retraites, des soins de santé ou encore des allocations de chômage. Pour d'aucuns, les États occidentaux n'ont tout simplement plus les moyens de payer l'éducation, la santé et les retraites. Ils vont devoir faire des choix et laisser tomber certains secteurs (Kaletsky, 2010), tout en privilégiant une économie forte ainsi que des réponses financières et fiscales adaptées. Au contraire, pour d'autres, un État-providence robuste et viable est la meilleure garantie d'une protection sociale forte. Dans ce cas, on ne manquera pas de faire retour sur l'épineuse question des rapports de force Capital-Travail.

18 Par ailleurs, on peut encore s'interroger aux fins de savoir si cette tendance au renforcement de la sécurité des citoyens et des personnes ne s'est pas, au cours de ces deux dernières décennies, purement et simplement confondue avec le renforcement de politiques sécuritaires auprès d'un citoyen de plus en plus inquiet, fragilisé par des années de crise ? Sans aller jusqu'à conclure au remplacement de l'État social par un État pénal et carcéral, on retiendra néanmoins qu'au retrait des politiques assurancielles a correspondu, dès les années 1990, un renforcement du champ de la justice pénale. En France, une véritable *machine à punir* (Sainaiti, 2001) évacuant la prévention sociale au profit de la prévention sécuritaire, se serait mise en place dans les quartiers populaires identifiés comme dangereux, quartiers où résident précisément une forte proportion d'immigrés, de jeunes sans emploi, de chômeurs de longue durée. En Belgique, les études de Luc Van Campenhoudt *et al.* ont illustré combien, derrière l'entretien d'un climat sécuritaire, on assisterait à une légitimation d'une gestion pénale de l'insécurité sociale de nos sociétés occidentales (Van Campenhoudt *et al.*, 2000). Visant prioritairement les milieux les plus défavorisés, les nouvelles mesures sécuritaires se caractérisent par un activisme des forces de police et des agents de contrôle de l'État. Tout en s'ancrant sur le territoire et en prônant l'urgence, les politiques sécuritaires ont contribué à une confusion entre aide sociale et action sécuritaire tant, sur le terrain, les multiples initiatives sociales, policières, culturelles, d'aide et de protection judiciaire de la jeunesse connaissent une tendance à l'entrecroisement. L'impression globale qui se dégage de ce mouvement est celle d'un véritable « glissement sécuritaire » attestant une volonté de relégitimation et de pacification sociale de la part de l'État. Or, comme nous l'avons montré dans le *Nouvel Ordre protectionnel* (Vrancken, 2010a), l'insécurité se loge profondément dans les écarts sociaux, sexuels, ethniques, générationnels devenus manifestes au sein de la population. Il s'agit là d'autant de « trous », de perforations au cœur d'un pacte tacite de sécurité entre l'État et la population.

19 Interrogé sur le thème de la sécurité, Michel Foucault précisait que le rapport d'un État à sa population se faisait essentiellement sous la forme d'un « pacte de sécurité » appelant progressivement un État capable d'« intervenir », de faire preuve de « sollicitude » à l'égard de populations se sentant menacées et surtout, de le faire savoir. « Regardez comme nous sommes prêts à vous protéger », faisait-il proclamer à une gouvernmentalité néolibérale cherchant avant tout à produire, à solliciter un sentiment de sécurité dans un univers civil du risque. Il ne s'agissait plus de « prendre en charge » la sécurité des populations sur un

territoire donné mais de solliciter un comportement sécurisant (Foucault, 2001). Et c'est là, à nos yeux, un changement significatif. On peut toutefois s'interroger et relayer les doutes de Robert Castel lorsqu'il se demande si l'affichage d'une volonté publique de sécurisation est en soi suffisante pour protéger les populations ? « L'insécurité moderne ne serait pas l'absence de protections, mais plutôt leur envers, leur ombre portée dans un univers social qui s'est organisé autour d'une quête sans fin de protections ou d'une recherche éperdue de sécurité. Qu'est-ce qu'être protégé dans ces conditions ? Ce n'est pas être installé dans la certitude de pouvoir maîtriser parfaitement tous les risques de l'existence, mais plutôt vivre entouré de systèmes de sécurisation qui sont des constructions complexes et fragiles, et portent en eux-mêmes le risque de faillir à leur tâche et de décevoir les attentes qu'ils font naître » (Castel, 2003).

20 Au fond, ce social-là, empruntant largement à l'intervention sur autrui, est sans doute traversé par trop d'hésitations, d'imprécisions (politiques, juridiques, financières), de points demeurant en suspens au sein des dispositifs mais aussi dans le chef d'intervenants sociaux de plus en plus démunis face à l'ampleur des problèmes qu'ils rencontrent. Des intervenants parfois sans voix, sans réponse face aux situations de détresse, incapables de répondre à la question « bon, et je fais quoi, moi, maintenant ? » de ces usagers toujours sans emploi après plusieurs stages, après plusieurs formations. Difficile d'offrir une véritable extension de la protection à Monsieur Citoyen en misant autant sur les capacités de réponse des intervenants, des dispositifs et des usagers sans nouvel apport financier. Certes, en comparaison, la figure de Monsieur Gagnepain apparaît aujourd'hui bien désuète, relevant sans doute aux yeux de Michel Messu de la légende, voire du mythe. À tout le moins, financée par la conjonction d'un équilibre démographique et d'une forte croissance économique, elle aura permis de produire une protection sociale sans précédent dans l'histoire de l'humanité dans quelques pays du globe. Et ce n'est pas rien.

Bibliographie

CANTELLI F. & J.-L. GENARD (dir.) (2007), *Action publique et subjectivité*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence.

CASTEL R. (2003), *L'Insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, Éditions du Seuil.

DONZELOT J. (1994), *L'Invention du social. Essai sur le déclin des passions politiques*, Paris, Éditions du Seuil.

FOUCAULT M. (2001 [1994]), *Dits et écrits, II, 1976-1988*, Paris, Éditions Gallimard.

FOUCAULT M. (2004), *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France (1977-1978)*, Paris, Éditions Gallimard/Le Seuil.

GAUCHET M. (1998), « Essai de psychologie contemporaine. Un nouvel âge de la personnalité », *Le Débat*, mars-avril, pp. 164-181.

GENARD J.-L. (2007), « Capacités et capacitation : une nouvelle orientation des politiques publiques ? », dans CANTELLI F. & J.-L. GENARD (dir.), *Action publique et subjectivité*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, pp. 41-64.

GENARD J.-L. (2009), « Une réflexion sur l'anthropologie de la fragilité, de la vulnérabilité et de la souffrance », dans PÉRILLEUX T. & J. CULTIAUX (dir.), *Destins politiques de la souffrance. Intervention sociale, justice, travail*, Toulouse, Éditions Erès, pp. 27-45.

KALETSKY A. (2010), « L'État n'a plus les moyens de faire du social », *Courrier international*, 1038, 23-29, pp. 16-17.

MESSU M. (1991), *Les Assistés sociaux. Analyse identitaire d'un groupe social*, Paris, Éditions Privat.

MESSU M. (2009), *Les Assistés sociaux. Suivi de L'Assurance d'assistance*, édition revue et argumentée, Fribourg, Suisse, Academic Press Fribourg.

SAINATI G. (dir.) (2001), *La Machine à punir. Pratiques et discours sécuritaires*, Paris, Éditions L'Esprit frappeur.

SCHNAPPER D. (2002), *La Démocratie providentielle. Essai sur l'égalité contemporaine*, Paris, Éditions Gallimard.

VAN CAMPENHOUDT L., CARTUYVELS Y., DIGNEFFE F., KAMINSKI D., MARY P. & A. REA (dir.) (2000), *Réponses à l'insécurité. Des discours aux pratiques*, Bruxelles, Éditions Labor.

VRANCKEN D. (2010a), *Le Nouvel Ordre protectionnel. De la protection sociale à la sollicitude publique*, Lyon, Éditions Parangon.

VRANCKEN D. (2010b), *Social barbare*, Charleroi, Éditions Couleurs Livres.

VRANCKEN D. & C. MACQUET (2006), *Le travail sur Soi. Vers une psychologisation de la société ?*, Paris, Éditions Belin.

Notes

1 Nous remettons toutefois cette idée en cause dans la quatrième section de cet article. Tandis que l'action publique d'un nombre considérable d'acteurs ne cesse de croître, une nouvelle phase du capitalisme voit les États occidentaux s'investir davantage, notamment au niveau de la gestion des cycles économiques et de la gouvernance des marchés.

Pour citer cet article

Référence électronique

Didier Vrancken, « Assister n'est pas assurer », *SociologieS* [En ligne], Débats, Figures contemporaines de l'État social, mis en ligne le 27 décembre 2010. URL : <http://sociologies.revues.org/index3395.html>

À propos de l'auteur

Didier Vrancken

Université de Liège, Belgique - didier.vrancken@ulg.ac.be

Résumé / Abstract / Resumen

Dans une récente réédition de l'un de ses ouvrages, Michel Messu revient sur l'enquête qu'il avait menée au cours des années 1980 auprès des assistés sociaux et prolonge son analyse par une réflexion originale sur les évolutions de la protection sociale actuellement en cours dans la France du XXI^e siècle, que l'on pourrait résumer ainsi : la protection sociale se présenterait désormais sous le visage d'une d'assurance d'assistance, garantissant à chaque citoyen une protection qu'il recevra tantôt sous forme d'assurance, tantôt sous forme d'assistance, souvent dans une combinaison des deux. Cette thèse permet d'insister sur les glissements de registre, voire de régime, d'une protection sociale devenant de plus en plus une protection par intervention sur autrui. Mais, pour l'auteur, elle semble néanmoins pécher par un excès de banalisation du phénomène. S'appuyant sur ses propres analyses, celui-ci propose une vision assez différente de la protection afin d'alimenter le débat.

Mots clés : intégration, protection sociale, assistance sociale, assurance sociale, intermédiation, attention à autrui, activation

State aid is not social insurance. The issues of an anthropological mutation at the centre of social policies

In a recent new edition of one of his works, Michel Messu returns to the research he undertook during the 1980s on individuals receiving state aids in order to extend his analysis by an

original reflection on the evolution of social protection in 21st century France. His idea can be summarized as follows: social protection would appear from now on as a social insurance for state aid, guaranteeing for each citizen a protection received either as a form of social insurance or as a state aid, often as a combination of the two. This argument allows one to underline the sliding between registers, or even between regimes, of a social protection system becoming more and more that of an intervention exercised on those who receive it. However, for the author, this argument does not go further than the surface of the phenomenon. Using his own analyses, and with the aim of alimenting the debate, he proposes a rather different vision of social protection.

Ayudar no significa estar velando. Las apuestas de un cambio antropológico en los programas sociales

En una reedición reciente de uno de sus trabajos, Michel Messu reutiliza una encuesta realizada en la década de los 80 sobre las ayudas sociales y prolonga su análisis con una reflexión original sobre la evolución del sistema de protección social actual que puede resumirse de la manera siguiente: las ayudas sociales ofrecen hoy día el aspecto de una protección que garantiza a cada ciudadano una ayuda bajo la forma de un seguro aplicado unas veces como asistencia, otras como seguro propiamente dicho y a menudo como una combinación de los dos. Esa tesis insiste en los cambios y deslices de una protección social en trance de convertirse en una ayuda individualizada, fenómeno que está banalizándose. Apoyándose en sus propios análisis, el autor propone una visión diferente de la protección social.